

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle

69393 LYON CEDEX 03
S.A.S. A CAPITAL VARIABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE
REGIONALE DE VERSAILLES

ODICEO

115, boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE

2, rue Raymond Pitet

38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle

69393 LYON CEDEX 03
S.A.S. A CAPITAL VARIABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE
REGIONALE DE VERSAILLES

ODICEO

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE

2, rue Raymond Pitet
38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société "SAMSE", tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe, votre Groupe procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Il évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons examiné les procédures mises en œuvre dans ce cadre et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans ces notes de l'annexe.
- La note 10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans cette note de l'annexe.
- La note 11 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans cette note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATION SPECIFIQUE

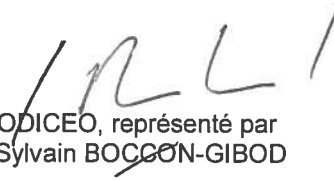
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 3 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes


ERNST & YOUNG et Autres, représenté par
Pascal RHOUMY


ODICEO, représenté par
Sylvain BOCCON-GIBOD

Informations financières sélectionnées
Etat de la situation financière consolidée
Etat du résultat global consolidé
Compte de résultat consolidé des sociétés intégrées
Tableau consolidé des flux de trésorerie
Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux comptes consolidés

- Note 1 - Principes comptables
- Note 2 - Périmètre de consolidation et évolution au cours de l'année
- Note 3 - Transition aux normes IFRS
- Note 4 - Ecart d'acquisition
- Note 5 - Autres immobilisations incorporelles
- Note 6 - Immobilisations corporelles
- Note 7 - Titres mis en équivalence
- Note 8 - Titres de sociétés non consolidées
- Note 9 - Autres actifs financiers immobilisés
- Note 10 - Stocks de marchandises
- Note 11 - Clients et comptes rattachés
- Note 12 - Autres créances d'exploitation
- Note 13 - Disponibilités et équivalents de trésorerie
- Note 14 - Capitaux propres
- Note 15 - Provisions
- Note 16 - Impôts sur les résultats et impôts différés
- Note 17 - Passifs financiers courants et non courants
- Note 18 - Fournisseurs et comptes rattachés
- Note 19 - Autres dettes d'exploitation
- Note 20 - Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité
- Note 21 - Charges de personnel
- Note 22 - Charges externes
- Note 23 - Dotations aux provisions et dépréciations
- Note 24 - Autres produits et charges de l'exploitation courante
- Note 25 - Autres produits et charges opérationnels
- Note 26 - Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie
- Note 27 - Coût de l'endettement financier brut
- Note 28 - Autres produits et charges financiers
- Note 29 - Formation du résultat financier
- Note 30 - Charges d'impôts
- Note 31 - Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence
- Note 32 - Résultat par action
- Note 33 - Engagements hors bilan
- Note 34 - Informations sur les transactions avec les parties liées
- Note 35 - Instruments financiers
- Note 36 - Informations sectorielles consolidées

Informations financières sélectionnées

1 - Sur l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)

	2016	2015
Total de l'actif	903 973	878 312
Total des actifs non courants	370 958	351 002
Total des actifs détenus en vue de la vente	350	909
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	408 476	380 453
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	11 389	12 214
Dividende par action	2,20	2,10
Endettement financier net	141 482	150 848
Ratio d'endettement financier	33,70%	38,42%

2 - Sur l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2016

	2016	2015
Chiffre d'affaires	1 222 009	1 199 212
Résultat Opérationnel Courant	47 282	45 740
Taux de marge opérationnelle courante	3,87	3,81
Résultat opérationnel	47 414	46 188
Résultat net des sociétés intégrées	37 319	33 428
Dont part attribuable aux actionnaires de SAMSE	34 927	32 072
Dont part attribuable aux intérêts non contrôlants	2 392	1 356
Résultat net par action (en €)	10,13	9,30
Résultat net dilué par action (en €)	10,13	9,30

Etat de la situation financière consolidée
(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2016	2015
		Valeur nette	Valeur nette
	notes		
ACTIFS NON COURANTS		370 958	351 002
Ecarts d'acquisition	04	44 565	46 009
Autres immobilisations incorporelles	05	2 180	1 778
Immobilisations corporelles	06	263 082	249 743
Titres mis en équivalence	07	41 018	39 960
Titres de sociétés non consolidées	08	12 984	8 174
Autres actifs immobilisés	09	3 725	3 963
Impôts différés actifs	16	3 404	1 375
ACTIFS COURANTS		532 665	526 401
Stocks de marchandises	10	236 627	232 985
Clients et comptes rattachés	11	157 394	146 273
Autres créances	12	60 899	66 171
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	78 745	80 972
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	06	350	909
TOTAL DE L'ACTIF		903 973	878 312
		Au 31 Décembre	
		2016	2015
	notes		
CAPITAUX PROPRES		419 865	392 667
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	408 476	380 453
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	11 389	12 214
DETTES NON COURANTES		158 914	171 993
Provisions	15	14 138	12 421
Impôts différés passifs	16	9 384	9 551
Dettes financières à long terme	17	135 392	150 021
DETTES COURANTES		325 194	313 652
Provisions	15	2 617	2 926
Fournisseurs et comptes rattachés	18	161 637	155 625
Dettes financières à court terme	17	84 835	81 799
Autres dettes	19	76 205	73 302
TOTAL DU PASSIF		903 973	878 312

Etat du résultat global consolidé (en milliers d'euros)

		Exercices	
		2016	2015
	notes		
CHIFFRE D'AFFAIRES	20	1 222 009	1 199 212
Autres produits de l'activité	20	47	44
Achats et variation de stocks		-844 180	-828 913
Charges de personnel	21	-190 567	-183 678
Charges externes	22	-87 148	-87 121
Impôts et taxes		-22 259	-21 246
Dotations aux amortissements		-27 980	-28 237
Dotations aux provisions et dépréciations	23	221	-244
Autres produits et charges de l'exploitation courante	24	-2 861	-4 077
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		47 282	45 740
Taux de marge opérationnelle courante		3,87%	3,81%
Autres produits et charges opérationnels	25	132	448
RESULTAT OPERATIONNEL		47 414	46 188
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	360	506
Coût de l'endettement financier brut	27	-3 108	-3 857
Coût de l'endettement financier net		-2 746	-3 351
Autres produits et charges financiers	28	807	1 235
RESULTAT FINANCIER	29	-1 939	-2 116
Charge d'impôt	30	-11 266	-13 761
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	31	3 110	3 117
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		37 319	33 428
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		34 927	32 072
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 392	1 356
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32	3 449 021	3 448 099
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32	3 449 021	3 448 099
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	32	10,13	9,30
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	32	10,13	9,30
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		37 319	33 428
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		2 218	125
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		-89	-5
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		2 129	120
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-2 097	-236
Impôts différés sur écarts actuariels		699	78
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		-1 398	-158
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS		731	-38
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL		38 050	33 390
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		35 694	32 033
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 356	1 357

Compte de résultat consolidé des sociétés intégrées (en milliers d'euros)

	Exercices				
	2016	% SUR C.A	2015	% SUR C.A	% de variation 2016/2015
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 222 009		1 199 212		1,90
Dont Chiffre d'affaires négoce	965 615	79,02	943 571	78,68	2,34
Dont Chiffre d'affaires bricolage	256 394	20,98	255 641	21,32	0,29
Autres produits de l'activité	47		44		6,82
Achats et variation de stocks	844 180	69,08	-828 913	-69,12	1,84
Charges de personnel	-190 567	-15,59	-183 678	-15,32	3,75
Charges externes	-87 148	-7,13	-87 121	-7,26	0,03
Impôts et taxes	-22 259	-1,82	-21 246	-1,77	4,77
Dotations aux amortissements	-27 980	-2,29	-28 237	-2,35	-0,91
Dotations aux provisions et dépréciations	221	0,02	-244	-0,02	-
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-2 861	-0,23	-4 077	-0,34	-29,83
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	47 282	3,87	45 740	3,81	3,37
Dont ROC négoce	33 798	3,50	32 820	3,48	2,98
Dont ROC bricolage	13 484	5,26	12 920	5,05	4,37
Autres produits et charges opérationnels	132	0,01	448	0,04	-70,54
RESULTAT OPERATIONNEL	47 414	3,88	46 188	3,85	2,65
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	360	0,03	506	0,04	-28,85
Coût de l'endettement financier brut	-3 106	-0,25	-3 857	-0,32	-19,47
Coût de l'endettement financier net	-2 746	-0,22	-3 351	-0,28	-18,05
Autres produits et charges financiers	807	0,07	1 235	0,10	-34,66
RESULTAT FINANCIER	-1 939	-0,16	-2 116	-0,18	-8,36
Charge d'impôt	-11 266	-0,92	-13 761	-1,15	-18,13
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	3 110	0,25	3 117	0,26	-0,22
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGrees	37 319	3,05	33 428	2,79	11,64

Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé «Résultat Opérationnel Courant» (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du Résultat Opérationnel Courant, les plus ou moins-values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de

restructuration ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au-dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2016	2015	2016	2015
Négoce	79,02	78,68	71,48	71,75
Bricolage	20,98	21,32	28,52	28,25
	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau consolidé des flux de trésorerie
(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2016	2015
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	34 927	32 072
Part des intérêts non contrôlants	2 392	1 356
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-1 109	-1 174
Amortissements et provisions	29 258	29 373
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	11 266	13 761
Impôts versés	-12 954	-13 253
Résultat sur cessions d'actifs	157	-1 121
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	50	-28
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle		210
Autres produits et charges calculés	12	-805
Capacité d'autofinancement	63 999	60 391
Coût de l'endettement financier net	2 746	3 351
Variation du besoin en fonds de roulement	2 070	13 656
Flux de trésorerie généré par l'activité	68 815	77 398
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-35 679	-33 997
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 480	3 164
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-7 815	241
Incidence des variations de périmètre (cessions)		
Acquisitions d'immobilisations financières	-3 184	-3 472
Diminution d'immobilisations financières	222	227
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-44 980	-33 841
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-7 262	-7 262
Dividendes sur actions auto-détenues	19	19
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 392	-1 088
Augmentation de capital en numéraire		
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-1 726	-38 401
Intérêts financiers nets versés	-2 746	-3 351
Emission d'emprunts	45 415	108 782
Remboursements d'emprunts	-62 609	-67 224
Autocontrôle	184	97
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-30 117	-8 428
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	-6 282	35 129
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	58 090	22 358
Reclassement de trésorerie	335	603
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	52 143	58 090

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie

	Exercices	
	2016	2015
Variation des stocks	2 076	4 340
Variation des créances clients et autres débiteurs	-1 971	6 964
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	2 075	2 372
Intérêts courus non échus	-110	-20
Variation du besoin en fonds de roulement	2 070	13 656
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-7 565	-1 214
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	-250	1 455
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-7 815	241
Cessions de participations avec perte de contrôle		
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre		
Incidence des variations de périmètre (cessions)	0	0
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-679	-547
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-39 806	-31 787
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	1 922	-1 017
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	2 884	-646
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	35 679	-33 997

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014 retraité	3 458	44 722	306	273 712	-559	36 144	367 203	47 596	405 379
Inscription en réserves du résultat 2014				36 144		-36 144			
Résultat consolidé de l'exercice 2015						32 072	32 072	1 356	33 428
Distributions effectuées				-7 243			-7 243	-1 088	-8 331
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-7			-7		-7
Impact de la variation des actions auto-détenues				97			97		97
Ajustement de juste valeur des titres					120		120		120
Gains / Pertes actuariels					-159		-159	1	-158
Variation du % d'intérêts				-2 247			-2 247	-35 651	-37 898
Frais d'acquisition de titres				-64			-64		-64
Autres mouvements				101			101		101
Solde au 31 décembre 2015	3 458	44 722	306	300 493	-598	32 072	380 453	12 214	392 667
Inscription en réserves du résultat 2015				32 072		-32 072			
Résultat consolidé de l'exercice 2016						34 927	34 927	2 392	37 319
Distributions effectuées				-7 242			-7 242	-1 392	-8 634
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				77			77		77
Impact de la variation des actions auto-détenues				184			184		184
Ajustement de juste valeur des titres					2 129		2 129		2 129
Gains / Pertes actuariels					-1 362		-1 362	-36	-1 398
Variation du % d'intérêts				-496			-496	-1 419	-1 915
Engagements de rachat de minoritaires				-199			-199	-370	-569
Autres mouvements				5			5		5
Solde au 31 décembre 2016	3 458	44 722	306	324 894	169	34 927	408 476	11 389	419 865

Annexe aux comptes consolidés

Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées "le Groupe" ou "le Groupe SAMSE". Le siège social de SAMSE est situé 2 rue Raymond Pitet - 38100 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 reflètent la situation comptable de SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Directoire du 7 mars 2017, examinés par le Conseil de Surveillance du 9 mars 2017 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 10 mai 2017.

Note 1 - Principes comptables

Application des normes, règlements et interprétations des normes

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

Bases de préparation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- Amendement à IAS 1 - Informations à fournir.
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables.
- Amendement à IAS 19 - Cotisations des membres du personnel.
- Amendement à IAS 27 - Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels.
- Amendement à IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises.
- Améliorations des normes IFRS - Cycle 2012-2014.

Ces textes n'ont pas engendré d'incidence notable sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016.

Normes, amendements de normes et interprétations d'application ultérieure au sein de l'Union Européenne

Textes applicables par anticipation :

- Amendement à IAS 7 - Informations à fournir.
- Amendement à IAS 12 - Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées.

Textes publiés non encore applicables :

- IFRS 9 - Instruments financiers.
- IFRS 14 - Comptes de reports réglementaires.
- IFRS 15 - Produits provenant des contrats avec les clients.
- IFRS 16 - Contrats de location.
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissements : application de l'exemption de consolidation.
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation. Il est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application, mais ne s'attend pas à d'impact significatif dans les comptes à l'exception d'IFRS 16.

Base d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2016 sont les suivants :

- L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des engagements de retraite et assimilés
- L'estimation des provisions pour risques et charges
- La valeur de réalisation des stocks et des créances

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

Périmètre et méthodes de consolidation

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues

conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2016, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du Conseil d'Administration (ou de l'organe de Direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

Engagement de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement.

Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « passifs financiers » pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement.

Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes.

Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Ecarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1^{er} janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date.

La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance.

Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Impôts

La rubrique « charge d'impôt » sur le compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins-values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables. Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur. Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction. Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que « produits différés » et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second œuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôture	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché. Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable.

Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges de l'exploitation courante» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne «autres produits et charges opérationnels» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT. Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT. L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur.

La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme.

Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,03 % pour 2016 (8,5 % en 2015). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en terme de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1 % pour 2016 (identique en 2015).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise. Elles figurent sous la rubrique «Dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat, en Résultat Opérationnel Courant.

Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable. Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en «Dotations aux provisions et dépréciations» et viennent affecter le Résultat Opérationnel Courant.

Contrats de location-financement et locations simples

Les contrats de location-financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur

actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif.

Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées», les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant. Ces actifs cessent d'être amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Instruments financiers

a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque date de clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.

Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition.

Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.

Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des

comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique «clients et comptes rattachés».

Les créances sur participations, prêts, dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique «autres actifs immobilisés».

- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique «autres produits et charges financiers» dans la période au cours de laquelle elles interviennent.

Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.

- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories.

Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la Direction a l'intention de conserver à long terme. Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique «autres actifs financiers immobilisés».

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique «produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie».

b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par l'IAS 39. Il s'agit de SWAP de taux relatifs à certains emprunts souscrits par le Groupe. Les variations de juste valeur liées à ces instruments sont directement enregistrées en résultat financier (cf. note 17).

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers, négociés sur un marché actif, est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placements liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est-à-dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

Engagements de retraite et assimilés

Au sein du Groupe, les engagements de retraite regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués. Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

Cartes de fidélité

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de points acquis lors de ses achats réussis.

Dès que les points acquis sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois.

Le calcul de la remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points de niveau à niveau (cf note 15.4) et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

Litiges

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués nets des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

Résultat Opérationnel Courant

Le Résultat Opérationnel Courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du Résultat Opérationnel Courant.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins-values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du Résultat Opérationnel Courant.

Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle exclusif ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions).

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes :

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux Recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2016.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif ; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

Note 2 - Périmètre de consolidation et évolution au cours de l'année

Détentions directes par la société mère

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2015		AU 31/12/2015		
			QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	IG	95,74%	95,74%	95,99%	95,99%
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA		IG	89,00%	89,00%	89,80%	89,80%
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA		IG	89,43%	89,43%	89,43%	89,43%
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA	Cession d'intérêts minoritaires	IG	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%
SAS M+ MATERIAUX	- 6 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS RENE DE VEYLE	- 7 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA DORAS	- 8 - SAMSE SA	Reclassement interne suite à la fusion de SC INV dans SAMSE SA	IG	100,00%	100,00%		
SAS SC INV	SAMSE SA	Fusion absorption par SAMSE SA - effet rétroactif au 1er janvier 2016				100,00%	100,00%
SAS BOIS MAURIS ODDOS	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL EPPS	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SUD APPRO	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SWEETAIR FRANCE	SAMSE SA		IG	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%
SAS LEADER CARRELAGES	SAMSE SA	Cession d'intérêts minoritaires	IG	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		IG	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		IG	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SCI LA REGLE	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI H2O IMMO	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE BOURG	SAMSE SA		IG	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI VALMAR	SAMSE SA		IG	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		IG	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAMSE SA		IG	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%
SCI BRANLY	SAMSE SA		IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		IG	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS MATERIAUX SIMC	SAMSE SA		MEQ	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA		MEQ	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%
SAS PLATTARD SAS	- 9 - SAMSE SA		MEQ	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Equivalence

Détentions indirectes ou conjointes par les filiales

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 30/11/2015		AU 31/12/2015	
				OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU
				en %	en %	en %	en %
				DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS
DANS LE GROUPE SAMSE				DANS LE GROUPE SAMSE		DANS LE GROUPE SAMSE	
- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS							
SA TC-HP	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SAS DEDB	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SAS DEDB REMIREMONT	SAS LA BOITE A OUTILS	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	100,00%	97,16%	65,00%	62,38%
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00%	67,42%	70,00%	67,19%
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	48,00%	50,00%	48,00%
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	48,00%	50,00%	48,00%
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	97,16%	100,00%	95,99%
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	90,00%	86,35%	90,00%	86,35%
SCI OYO	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	I.G	50,00%	48,00%		
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	48,00%	50,00%	48,00%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	33,50%	32,16%	33,50%	32,16%
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	38,40%	40,00%	38,40%
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	38,40%	40,00%	38,40%
SAS RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98%	38,37%	39,98%	38,37%
SAS AMEO CONSTRUCTION	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	19,20%	20,00%	19,20%
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	19,20%	20,00%	19,20%
- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT							
SARL REMAT RENOVATION	SA REMAT		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT		I.G	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%
- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD							
SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD		I.G	96,68%	86,82%	96,68%	86,82%
SAS VAUDREY	SA CHRISTAUD		I.G	75,03%	67,36%	75,03%	67,36%
- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY							
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL DAUPHINE TRANSPORT ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION							
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00%	54,68%	100,00%	54,68%
SCI BRANLY	SAS BTP DISTRIBUTION	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	40,00%	20,70%		
SCI LES ARTISANS	SAS BTP DISTRIBUTION	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	40,00%	20,70%		

Détentions indirectes ou conjointes par les filiales

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2016		AU 31/12/2015	
				QP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX							
SARL ISO-NEG	SAS M+ MATERIAUX	Transmission Universelle de Patrimoine à M+ MATERIAUX - effet au 1er janvier 2016				100,00%	100,00%
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE							
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,57%	10,57%	10,57%	10,57%
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
SCI DU ROUSSILLON	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI VALMAR	SAS RENE DE VEYLE		I.G	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
SCI CHARPIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	99,86%	99,86%	99,86%	99,86%
SCI VIEUX PORT	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
SCI CHASSIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI LE BOURG	SAS RENE DE VEYLE		I.G	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%
- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DORAS							
SAS OUTIMAT B.TP	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL FAVERET	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SOCOBOIS	SA DORAS	Entrée dans le périmètre	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES MINES	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI IMMODOR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI JURADOR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LA JONCTION	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30%	23,30%	23,30%	23,30%
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%

Sociétés détenues par les Groupes intégrés par mise en équivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2010		AU 31/12/2015	
				QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DU GROUPE MEQ	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DU GROUPE MEQ
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,70%	92,95%	96,10%	92,95%
SAS OLJER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL BEAUJOLAIS MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ETS CHEVROT ET FILS	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SARL GLATTARD MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50%	31,43%	32,50%	31,43%

- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD

Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'année 2016

Prises de contrôle - entrées dans le périmètre -						
Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice	
SAS SOCOBOIS	01/06/2016	Négoce	Intégration Globale	100,00	SA DORAS	
Créations - entrées dans le périmètre -						
Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice	
SCI OYO	01/01/2016	Bricolage	Intégration Globale	50,02	SAS LA BOITE A OUTILS	
Acquisitions d'intérêts minoritaires						
Sociétés	Date	Activité	% acquis	% de détention	Société détentrice	
SAS LA BOITE A OUTILS	02/12/2016	Bricolage	1,75	97,74	SA SAMSE	
SAS DEDB REMIREMONT	30/09/2016	Bricolage	35,00	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS	
SCI BRANLY	01/07/2016	Négoce	20,73	80,73	SAS BTP DISTRIBUTION	
SCI LES ARTISANS	01/07/2016	Négoce	20,73	80,73	SAS BTP DISTRIBUTION	
Cessions d'intérêts minoritaires						
Sociétés	Date	Activité	% cédé	% de détention	Société détentrice	
SAS BTP DISTRIBUTION	01/07/2016	Négoce	2,85	51,83	SA SAMSE	
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	01/07/2016	Négoce	2,85	51,83	SAS BTP DISTRIBUTION	
SAS LEADER CARRELAGES	04/02/2016	Négoce	2,00	78,00	SA SAMSE	
Opérations de restructuration interne par voie de fusion-absorption						
Sociétés	Date effective	Activité				Société absorbante
SAS SC INV	01/01/2016	Négoce				SA SAMSE
SARL ISO-NEG	01/01/2016	Négoce				SAS M+ MATERIAUX

Informations complémentaires :

Ces mouvements concernent PLATTARD.

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence, ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée « évènements de l'année ».

Entrées dans le périmètre de consolidation - prises de contrôle

(en milliers d'euros)

Sociétés	Montant de l'acquisition	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	Exercice 2016		% détenu	
					Chiffre d'affaires Comptes consolidés retraités	Résultat net	contrôle	intérêts
SAS SOCOBOIS	5 681	Négoce	France	I.G	11 361	494	100,00%	100,00%

Toutes les sociétés du Groupe SAMSE clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

Le 1er juin 2016, le Groupe SAMSE, par l'intermédiaire de sa filiale DORAS, a pris le contrôle de la société SOCOBOIS en rachetant 100% du capital de cette entité. Cette dernière, située à Troyes (10), est spécialiste en distribution de bois et panneaux.

Si cette acquisition était intervenue au 1er janvier 2016, les effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe au 31 décembre 2016 auraient été les suivants :

Entités	Chiffre d'affaires	Résultat net
SAS SOCOBOIS	23 780	405

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2016, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31 /12/2016		Au 31/12/2015	
	France	Etranger	France	Etranger
Nombre de sociétés		(1)		(1)
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	73	1	73	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	14		14	
sous - total	87	1	87	1
TOTAL	88		88	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SA DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE

Evénements postérieurs à la clôture des comptes

En janvier 2017, CHRISTAUD a pris une participation de 30 % dans le capital de BILLMAT, société de négoce de matériaux d'adduction d'eau.

En mars 2017, CELESTIN MATERIAUX a cédé son fonds de commerce d'Avignon à MATERIAUX SIMC.

Principaux contributeurs significatifs du Groupe (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Valeurs nettes consolidées	Au 31 décembre 2016					Total consolidé
	DORAS	LA BOITE A OUTILS	M+ MATERIAUX	Autres filiales	SAMSE	
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	48 075	62 008	19 775	137 167	103 933	370 958
Endettement financier hors Groupe	44 491	11 064	18 806	27 583	118 283	220 227
Trésorerie au bilan	13 577	5 609	277	10 829	48 453	78 745
Flux de trésorerie liés à l'activité	6 736	15 518	-110	4 774	41 897	68 815
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		3 233		5 894		9 127

Note 3 - Transition aux normes IFRS

En application du Règlement Européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005, conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004.

La date du 1^{er} janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.

Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

IFRS 3 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités.

IAS 16 Immobilisations corporelles

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

IFRS 2 Paiements en actions et assimilés

Le Groupe a choisi d'appliquer cette Norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005.

IAS 32/39 Instruments financiers

Le Groupe a appliqué cette Norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'autocontrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

IAS 1 Les états financiers ont été établis selon cette Norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

IAS 2 Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

IAS 12 Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif, selon les critères définis par cette norme.

IAS 16 Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

IAS 17 Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location-financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

IAS 18 Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

IAS 19 Les engagements de retraite (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

IFRS 3 / IAS 36 Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004.

IAS 38 Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.

Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).

Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

IAS 40 Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

Note 4 - Ecarts d'acquisition

4.1. Evolution des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Ecarts d'acquisition
Valeur brute	
a l'ouverture de l'exercice	63 841
Augmentations / Acquisitions	671
Diminutions / Sorties	30
a la clôture de l'exercice	64 482
Dépréciations	
a l'ouverture de l'exercice	17 832
Dépréciations / pertes de valeur	2 085
a la clôture de l'exercice	19 917
Valeur nette	
a l'ouverture de l'exercice	46 009
a la clôture de l'exercice	44 565

4.2. Détail des écarts d'acquisition à l'ouverture et à la clôture de l'exercice

	À l'ouverture	Mouvements				À la clôture
		Augmentations acquisitions	Diminutions sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ET S PIERRE HENRY ET FILS	13 692			340		13 299
SA DORAS	1 387			349		1 033
SAS M+ MATERIAUX	1 725			289		1 436
SOUS-GROUPE DEDB	1 320					1 320
SAS ET S ROGER CLEAU	1 087			600		2 481
SA SAM						
SAS GAMAG	1 584			55		1 623
SAS T S HABITAT	1 320					1 320
SAS CLAUDE MATERIAUX						
SAS LEADER CARRELAGES	850					850
PLOTON	331					331
SAS CO DI PLAST	791			148		612
SAS LA BOITE A OUTILS	136					136
SA BENET	785					785
RUDIGOZ	865					865
SAS SOCOBOIS	577					577
		PRISE DE CONTRÔLE	536			536
LASSERE				150		319
SA ROCH MATERIAUX	489					489
SAS BLANC MATERIAUX	363					363
CSI MATERIAUX	340					340
SAS TC-HP	317					317
SAS SGAC	291					291
SAS SGAC				104		197
SAS EXPOTEO	239					239
ORNANS	204					204
SAS MATERIAUX DES ALPES	139			50		145
SARL LECHENNE	182					182
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT						
SARL LECHENNE	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	725					725
SARL ISO-NEG	169					169
SAS BOIS MAURIS ODDOS	187					187
SAS REMAT	149					149
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	147					147
SA BRICO ALES	145					145
MOTTY	132					132
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	110					110
		135	30			165
Total	46 029	671	30	2 085	0	44 565

Année	Déductions des écarts d'acquisition constatées (en K€)	
	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures à 2011	10 730	
2011	783	1,60
2012	1 495	3,09
2013	1 086	2,38
2014	2 053	4,38
2015	1 685	3,66
2016	2 085	4,68

Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash-flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif,
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités,

- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting,
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement.

Cela concerne 17 couples de 2 sites physiques sur 259 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2016 se répartissent par secteur d'activité sur un même secteur géographique (la France) comme suit :

Négoce	38 694
Bricolage	5 871

Les écarts d'acquisition sont affectés par unité ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT des ETS PIERRE HENRY ET FILS sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 29,82 % du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 50 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	13 298
UGT CLEAU	2 467
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	22 929
Bricolage	
Ensemble des UGT	5 871
TOTAL	
	44 565

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 16 UGT pour un montant global de 2 085 milliers d'euros.

L'analyse de sensibilité consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2016 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées. Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

4.3. Détermination des écarts d'acquisition des sociétés entrées dans le périmètre

	SOCOBOIS
Prix d'acquisition (A)	5 681
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100% , nets (B)	5 145
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	28
Ecart d'acquisition (A-B)	536

Dans le cadre de l'acquisition de SOCOBOIS, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis.

Les autres acquisitions de l'exercice n'ont pas engendré d'incidence significative sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016.

La trésorerie nette reprise de SOCOBOIS au moment de l'acquisition s'élevait à - 251 milliers d'euros.

Note 5 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice	384	16 634	1 193	18 211
Augmentations / Acquisitions		617	62	679
Diminutions / Sorties		32	192	224
Mouvements de périmètre	Entrées	47	10	57
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		964	-55	909
à la clôture de l'exercice	384	18 230	1 018	19 632
Amortissements / Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice		15 340	1 093	16 433
Dotations aux amortissements		1 189		1 189
Dépréciations / pertes de valeur				
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				
Diminutions / cessions		33	192	225
Mouvements de périmètre	Entrées	45	10	55
Mouvements de périmètre	Sorties			
à la clôture de l'exercice		16 541	911	17 452
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice	384	1 294	100	1 778
à la clôture de l'exercice	384	1 889	107	2 180

Note 6 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	En cours, avances et acomptes	Total	
Valeur brute							
à l'ouverture de l'exercice	130 710	230 940	43 167	127 609	6 793	539 219	
Augmentations / Acquisitions	4 658	9 005	4 712	8 942	12 489	39 806	
Diminutions / Sorties	464	1 820	2 832	7 406		12 522	
Mouvements de périmètre	Entrées	184	4 166	812	1 035	23	6 220
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	2 200	936	453	1 446	-6 524	-1 489	
à la clôture de l'exercice	137 208	243 227	46 372	131 916	12 781	571 524	
Amortissements / Dépréciations							
à l'ouverture de l'exercice	35 224	131 872	29 990	91 771	0	288 857	
Dotations aux amortissements	2 758	10 573	3 358	10 255		26 944	
Dépréciations / pertes de valeur				274		274	
Reprises de dépréciations / pertes de valeur	200	74		76		350	
Diminutions / cessions	179	1 137	2 589	7 028		10 933	
Mouvements de périmètre	Entrées	1 854	590	856		3 300	
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	150			-150			
à la clôture de l'exercice	37 751	143 098	31 349	95 902	0	308 092	
Valeur nette							
à l'ouverture de l'exercice	95 486	99 068	13 177	36 128	6 793	250 652	
à la clôture de l'exercice	99 535	100 130	14 963	36 014	12 781	263 423	

(1) dont 350 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente. Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière au niveau de la ligne "Actifs classés comme détenus en vue de la vente"

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2016.

En ce qui concerne les actifs immobiliers qui représentent 75,8 % des immobilisations corporelles nettes, le Groupe a mis en œuvre une démarche économique pour identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date prédéterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2016, aucune dépréciation significative pour perte de valeur n'a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière. Il s'agit de deux ensembles immobiliers dont la cession se réalisera à court terme.

6.1. Ecarts de première consolidation affectés

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2016	Valeur nette au 01/01/2016	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/16
Terrains	7 155	7 155				7 155	7 155
Constructions	7 452	4 159				7 452	3 496
Total	14 607	11 314	0	0	0	14 607	10 651

6.2.a Contrats de location financement (crédit-bail immobilier)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	10 810	10 810
Dotations aux amortissements		406	406
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	11 216	11 216
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	5 331	6 824
à la clôture de l'exercice	1 493	4 925	6 418

6.2.b Contrats de location financement (crédit-bail mobilier)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	314	1 070	1 384
Augmentations / Acquisitions	38		38
Diminutions / Sorties	60	307	367
Mouvements de périmètre	50		50
à la clôture de l'exercice	342	763	1 105
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	309	590	899
Dotations aux amortissements	16	80	96
Diminutions / Sorties	60	251	311
Mouvements de périmètre	10		10
à la clôture de l'exercice	275	419	694
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	5	480	485
à la clôture de l'exercice	67	344	411

6.3.a Information sur la dette de crédit-bail immobilier

	2016	2015
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	546	590
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	46	44
De deux à cinq ans	214	202
Plus de 5 ans	286	344
	546	590

6.3.b Information sur la dette de crédit-bail mobilier

	2016	2015
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	143	234
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	82	112
De deux à cinq ans	61	122
	143	234

6.4. Contrats de location

- Contrats de location simple

Ces contrats ne font pas l'objet de retraitement dans les comptes consolidés.

Ces contrats concernent d'une part, les locations immobilières du Groupe et d'autre part, les locations de véhicules dont la durée de location est de deux à quatre ans.

Pour les locations immobilières, les dispositions générales de ces contrats sont les suivantes : durée de location pour trois ans renouvelables et loyer indexé annuellement sur un indice INSEE (notamment l'indice du coût de la construction ou l'indice des loyers commerciaux).

Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

- Contrats de location-financement

Les contrats concernés sont des contrats de crédits-bails immobiliers (terrains et constructions) avec des options d'achat de valeur négligeable, ainsi que des contrats de locations de matériels et véhicules qui répondent à au moins un critère défini par la norme IAS 17.

6.5. Infrastructures d'exploitation (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :
(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCF							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SASAMSE							
Aix les Bains	9 800	Gap	33 000	Alès	15 200	Cluses	19 200
Albertville	24 000	Meximieux	31 300	Annonay	18 000	Embrun	13 000
Annemasse	1 100	Modane	4 900	Bernis	11 300	Joyeuse	6 200
Aubenas	24 800	Saint Martin d'Hères	46 800	Cornillon	12 000	Vienne	16 800
Barcelonnette	15 800	Veynes	9 000	Crolles	7 200		
Bellegarde	12 000			Echirrolles (CAREO)	3 000		
Bourg d'Oisans	8 400			Gap (CAREO)	2 200		
Bourg Saint Maurice	11 700			Guillestre	12 000		
Briançon	16 200			La Grand Combe	5 700		
Château Arnoux	4 600			Lalevade	6 400		
Chateaufieux	4 100			Lans en Vercors	4 500		
Corbas	22 400			Montpezat	3 000		
Digne	19 700			Nozières	18 100		
Digne (CAREO)	3 900			Poncharra	10 000		
La Motte Servolex	14 800			Saint Ambroix	13 900		
La Mure	10 000			Saint Firmin	5 900		
Largentière	7 800			Saint Priest	19 300		
La Tour de Salvagny	16 500			Vallon Pont d'Arc	4 300		
La Tour du Pin	15 300						
Le Pont de Beauvoisin	32 000						
Le Pouzin	10 000						
Lyon	4 100						
Margencel	12 500						
Moirans	18 700						
Montélimar	17 500						
Mouffers	7 000						
Privas	8 100						
Pusignan	18 600						
Ruoms	8 600						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 000						
Saint Genis Laval	24 400						
Saint Genis Pouilly	16 600						
Saint Jean de Maurienne	9 000						
Saint Julien en Genevois	5 000						
Saint Marcellin	12 300						
Saint Pierre d'Albigny	7 200						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	12 300						
Sallanches	8 800						
Seyne les Alpes	5 200						
Sillingy	31 500						
Sisteron	20 900						
Valence	24 700						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 000						
Voiron	5 800						

* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènements figurant dans ses actifs)

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial

Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCÉ					
* propriété du Groupe	superficie en m ²	aménagement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²
SAS BLANC MATERIAUX					
		Annot	3 200	Colmars les Alpes	12 300
				La Mure Argens	3 700
SA CHRISTAUD					
Aubenas	1 400			Bourges	3 700
Beaumont les Valence	3 200			Clermont Ferrand	3 200
Echirolles	6 800			Gap	500
Voglans	4 000			Pusignan	2 500
				Seynod	3 000
				Tours	2 000
SAS CELESTIN MATERIAUX					
Bourgoin Jallieu	9 200			Aubenas	3 800
Chassieu	5 600			Avignon	10 800
Irigny	7 800			Beaumont les Valence	4 800
Pierrelatte	4 000			Nîmes	3 600
				Pusignan	8 000
				St Just St Rambert	2 500
				Vienne	3 000
				Vinsobres	10 000
SA VAUDREY					
				Saint Léonard	3 900
SAS BTP DISTRIBUTION					
Haguenau	20 600	Fegersheim	11 500		
Richwiller	16 500				
Woustviller	15 000				
SAS BOIS MAIRIS ODDOS					
Argonay	21 700	Seyssins	11 400	Briançon	4 000
Valence	8 200				
SAS REMAT					
Saint Quentin Fallavier	5 300			Saint Jean de Moirans	9 500
SARL REMAT RENOVATION					
				Saint Jean de Moirans	100
SAS LEADER CARRELAGES					
				Meyhet	2 400
SAS SWEETAIR FRANCE					
				Saint Jean de Moirans	700

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE RELEVÉ							
propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	ball a construction	superficie en m²
AUTOMAS							
Arbois	13 700			Baume les Dames	1 850	Nevers jonction	3 100
Beaune	23 500			Boz	7 990		
Besançon	16 300			Chalindrey	6 200		
Béthencourt	12 500			Chenôve 208	7 400		
Bourbon Lancy	9 570			Chenôve 6	41 500		
Chenôve	33 000			Crotzet	9 800		
Cluny	9 800			Dijon Dr Quignard	14 900		
Corbigny	9 700			Fain les Montbard	12 400		
Cosne sur Loire	8 500			Joigny	7 000		
Decize	7 600			Les Voivres	9 100		
Delle	8 000			Luxeuil	7 900		
Dijon	12 000			Molinons	3 700		
Dole	17 000			Neully l'Evêque	4 100		
Gevrey Chambertin	21 200			Noirdans les Vesoul	3 300		
Gueugnon	7 700			Nuits Saint Georges	10 100		
Is sur Tille	14 200			Ornans	5 500		
Langres	11 500			Polisot	5 000		
Le Creusot	9 000			Remiremont	10 350		
Lons le Saunier	16 600			Rioz	10 500		
Macon	12 500			Ronchamp	5 400		
Montceau les Mines	20 200			Saint Dizier	10 600		
Moulins Englibert	5 800			Saint Usage	11 600		
Nevers Saint Eloi	30 300			Saulieu	5 200		
Paray le Monial	10 000			Semur en Auxois	6 000		
Pont sur Yonne	6 500			Tonnerre	7 640		
Pontarlier	15 200			Torcy le Grand	4 000		
Saint Marcel	24 100			Toucy	11 800		
Saint Satur	5 600						
Sainte Colombe sur Seine	10 600						
Seurre	6 900						
Verdun sur Doubs	9 000						
Vesoul	10 300						
Villegusien le Lac	21 760						
ASCEPAL							
Dracy le Fort	42 300			Perrigny	4 800		
Bourg en Bresse	4 400						
Montceau les Mines	400						
ASCELADE MATERIAUX							
Arcy sur Cure	7 000						
ASCEAHOIS							
				La Rosière	40 250		
				Ciel	9 300		
MATERIAUX							
Bergerac	15 000	Sariat	24 000	Agen	13 900		
Carcassonne	6 300	Hossegor	5 656	Alès	6 800		
Castres	7 800			Argeles	5 700		
Claira	13 000			Aureilhan	5 200		
Le Buisson de Cadouin	12 300			Bailargues	15 000		
Peyriac-Minervois	4 400			Béziers	12 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 100			Brive	14 200		
				Cabestany	2 800		
				Canhoes	4 000		
				Castanet Tolosan	9 300		
				Castelginest	8 000		
				Colombiers	4 000		
				Cornebarrieu	7 400		
				Dax	4 800		
				Fenouillet	6 700		
				Floirac	2 700		
				Fronignan	4 700		
				Lezignan-Corbières	9 000		
				Mauguio	1 400		
				Mérignac	2 100		
				Montauban	12 600		
				Montpellier	8 000		
				Montredon-des-Corbières	13 000		
				Mouguerre	7 000		
				Nîmes (252 Av. Pavlov)	900		
				Nîmes (536 Av. Pavlov)	8 800		
				Paulhan	5 200		
				Périgueux	13 600		
				Portet sur Garonne	7 300		
				Ria	5 300		
				Rodez	6 600		
				Roques	6 500		
				Sailagouse	1 500		
				Saint Alban	3 900		
				Salles	9 100		

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 138 points de vente. 121 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 255 dont 224 pour l'activité négoce et 31 pour l'activité bricolage. Au total, cela représente une superficie de 2 791 266 m², dont 2 386 366 m² pour l'activité négoce et 404 900 m² pour l'activité bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 9 Unités Logistiques dont la Plateforme de stockage de Brézins, de 3 Ateliers, de 4 centres administratifs et d'un siège social pour une superficie globale de 210 750 m².

Le Groupe SAMSE dispose également de 21 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 380 m².

Note 7 – Titres mis en équivalence

7.1. Valeur des titres mis en équivalence

à l'ouverture de l'exercice		39 960
Augmentations		3 110
Diminutions		2 052
Mouvements de périmètre	Entrées	
Mouvements de périmètre	Sorties	
à la clôture de l'exercice		41 018

7.2. Détails des titres mis en équivalence (1)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
PLATTARD (Groupe)	21 049	20 294
SAS MATERIAUX SIMC	11 490	11 101
SA DIJON BETON	2 483	2 774
SAS RG BRICOLAGE	1 547	1 491
SAS ZANON TRANSPORTS	1 015	1 000
SAS DIDIER	918	967
SAS BOURG MATERIAUX	845	800
SAS DEGUERRY SAMSE	773	747
SCI ENTREPOT FROMENT	671	615
SCI CHABER	359	298
SCI LE CARREAU	73	73
SAS AMEO CONSTRUCTION	-41	-41
SAS TARARE MATERIAUX	-164	-159
Total	41 018	39 960

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)

7.3. Informations générales sur les entreprises associées et coentreprises :

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Il n'existe pas de coentreprise significative au niveau du Groupe SAMSE.

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	% de déntion	DP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
données consolidées								
PLATTARD (Groupe)	33,99	19 484	4 605	1 565	816	161 527	négoce	497
SAS MATERIAUX SIMC	44,99	10 686	1 788	804	370	152 410	négoce	564
SA DIJON BETON	23,29	2 574	-389	-91	0	17 895	négoce	36
SAS RG BRICOLAGE	39,98	1 053	1 238	495	433	13 509	bricolage	53
SAS DIDIER	25,00	966	-193	-48	0	10 537	négoce	45
SAS ZANON TRANSPORTS	25,00	818	787	197	181	11 262	négoce	60
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	800	89	45	0	14 470	négoce	21
SAS DEGUERRY SAMSE	35,07	667	304	107	80	6 509	négoce	17
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	515	391	156	100	1 349	bricolage	0
SCI CHABER	40,00	298	153	61	0	412	bricolage	0
SCI LE CARREAU	20,00	60	65	13	13	66	bricolage	0
SCI ESPACE PLUS	20,00	-9	43	9	9	0	négoce	0
SAS AMEO CONSTRUCTION	20,00	-42	0	0	0	0	négoce	0
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	-162	-5	-3	0	1 638	négoce	4

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe PLATTARD et MATERIAUX SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel "négoce".

Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2016 et 2015, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe PLATTARD		MATERIAUX SIMC		Autres entités négoce		Entités bricolage	
	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
Chiffre d'affaires	161 527	155 628	152 410	143 224	62 311	62 786	15 336	14 716
Résultat opérationnel courant	6 301	4 361	2 296	3 676	952	725	2 982	2 875
Résultat net	4 644	3 263	1 788	2 622	636	283	1 648	1 732
Autres éléments du résultat global	0	0	-103	-122	6	0	15	-3
Résultat global total	4 644	3 263	1 685	2 500	630	283	1 663	1 729
Part attribuable aux actionnaires	4 605	3 227	1 686	2 500	630	283	1 633	1 729
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	39	36	-1	0	0	0	30	0
Actifs non courants	59 353	61 281	21 481	21 021	11 187	8 336	13 676	14 308
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	76 653	71 533	60 874	54 582	27 608	27 163	3 259	3 502
Dettes non courantes	31 987	32 292	10 367	9 586	5 317	3 424	2 824	9 569
Dettes courantes	41 210	40 542	47 034	42 157	13 308	12 129	3 334	2 715
Actifs nets	62 217	59 980	24 724	23 860	19 570	19 946	5 971	5 526
Part attribuable aux actionnaires	61 827	59 705	24 724	23 860	19 570	19 946	5 971	5 526
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	290	275	0	0	0	0	0	0
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	20 294	19 909	10 735	9 874	5 361	6 054	2 139	1 863
Résultat global total attribuable au Groupe	1 565	1 097	804	1 180	212	221	220	678
Dividendes reçus	816	816	370	263	270	460	546	404
Autres mouvements / Cessions		104	-61	-56	-400	-400	4	2
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	21 049	20 294	11 123	10 735	5 303	5 361	2 317	2 139
Ecart d'acquisition	0	0	366	366	527	727	338	338
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	21 049	20 294	11 489	11 101	5 830	6 088	2 655	2 477

7.4. Ecarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
SA DIJON BETON	235	435
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
Total	1 231	1 431

Note 8 - Titres de sociétés non consolidées

8.1. Informations générales sur les titres de sociétés non consolidées

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres investis	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Efficacité moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	4,70	52 425	4 084	9 686	0	9 686	12 811	159	2 896	Négoce	8
SAS MCD	25,00	77	154	18	0	18	18	214	9 057	Négoce	9
DIVERS	0,00	0	0	155	0	155	155	0	0	Négoce	0
Total		52 502	4 238	9 859	0	9 859	12 984	373	11 953		17

8.2. Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente

En fin d'exercice, les titres DUMONT INVESTISSEMENT ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de 12 811 milliers d'euros et la

variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de + 2 218 milliers d'euros.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2015	908
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	-7
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2016	2 225
Plus value potentielle au 31 décembre 2016	3 126
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2016	2 218
Variation constatée dans les capitaux propres	2 218

Valeur des titres au 01/01/2016	Cessions de titres au cours de l'exercice 2016	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2016	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31/12/2016	Valeur des titres au 31/12/2016
8 071	-17	2 532	2 225	12 811

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation telle qu'elle est définie par l'expert indépendant.

Depuis la signature de la promesse de vente entre le Groupe CRH et DUMONT INVESTISSEMENT (intervenue sur septembre 2014), les modalités d'évaluation ont été adaptées.

L'expert indépendant a défini une méthode qui tient compte de l'alignement progressif du cours de bourse sur la valeur de transaction résultant de l'application de la formule de prix inscrite dans la promesse de vente.

Cette méthode repose à la fois sur la valeur du cours de bourse de SAMSE et sur la valeur de transaction au travers de pondérations qui évolueront chaque année afin de rendre compte du rapprochement de la date de réalisation de l'opération. La pondération retenue au 31 décembre 2016 est la suivante :

80 % pour le cours de bourse et 20 % pour la formule de prix.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 144,81 € au 31 décembre 2016.

Il n'y a pas eu de cession significative de titres DUMONT INVESTISSEMENT au cours de l'exercice 2016.

8.3. Evolution des titres de sociétés non consolidées

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	8 174
Augmentations / Acquisitions	2 602
Diminutions / Sorties	17
Variation de juste valeur des titres acquis au 31 décembre 2016 (par capitaux propres)	2 225
à la clôture de l'exercice	12 984
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	0
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	0
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	8 174
à la clôture de l'exercice	12 984

Note 9 - Autres actifs financiers immobilisés

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 283	2 832	4 115
Augmentations / Acquisitions	323	238	561
Diminutions / Sorties		539	539
Mouvements de périmètre	Entrées	22	22
Virements	-290	27	-263
à la clôture de l'exercice	1 316	2 580	3 896
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		152	152
Dotations			
Reprises			
Mouvements de périmètre	Entrées	19	19
à la clôture de l'exercice		171	171
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 283	2 680	3 963
à la clôture de l'exercice	1 316	2 409	3 725
(1) détail des créances sur participations			
	SAS TARARE MATERIAUX	616	
	SAS BOURG MATERIAUX	700	
	Total	1 316	

9.1. Analyse par nature d'instruments financiers

	Valeur nette	
	2016	2015
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	12 984	8 174
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	1 316	1 283
Autres actifs financiers	2 409	2 680
Total	16 709	12 137

Au 31 décembre 2016, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 10 - Stocks de marchandises

(en milliers d'euros)	2016			2015		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises Négoce	190 863	12 222	178 641	186 709	11 759	174 950
Marchandises Bricolage	59 528	2 542	56 986	60 762	2 727	58 035
Total	250 391	14 764	235 627	247 471	14 486	232 985

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

Note 11 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	2016			2015		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés Négoce	177 313	21 803	155 510	165 646	21 430	144 216
Clients et comptes rattachés Bricolage	2 018	134	1 884	2 226	169	2 057
Total	179 331	21 937	157 394	167 872	21 599	146 273

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

11.1. Balance âgée des créances clients

	Valeur brute	Valeur brute
	2016	2015
Non échues	135 304	122 929
Retard n'excédant pas un mois	11 950	9 921
Retard compris entre un et deux mois	5 115	5 027
Retard compris entre trois et cinq mois	5 474	3 483
Au-delà	21 488	26 512
Total	179 331	167 872

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2016	2015	% de variation
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	22 468	24 996	-10,11
Provision constatée	21 937	21 599	1,56
% de créances impayées couvertes par provision	97,64	86,41	

11.2. Provisions pour dépréciation

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2016	2015
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		21 599	22 042
Dotations de l'exercice aux provisions		7 342	7 804
Reprises de provisions pour dépréciation :		7 883	8 273
▪ utilisées (1)	4 415	4 607	
▪ non utilisées	3 468	3 666	
Mouvements de périmètre	entrées	879	26
Mouvements de périmètre	sorties		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice		21 937	21 599

(1) pertes sur créances irrécouvrables

Note 12 - Autres créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	2016			2015		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances négoce (1)	47 440	711	46 729	52 262	927	51 335
Autres créances bricolage (1)	12 129	7	12 122	12 865	3	12 862
Charges constatées d'avance négoce	1 672		1 672	1 493		1 493
Charges constatées d'avance bricolage	376		376	481		481
Total	61 617	718	60 899	67 101	930	66 171

(1) détail au dos

	2016	2015
(1) Les autres créances de l'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	58 851	64 197
Remises, rabais et ristournes à recevoir	25 629	34 415
Fournisseurs débiteurs	7 367	7 001
Avoirs et sommes diverses à recevoir	4 296	4 368
Créances sur cessions d'immobilisations	135	2 057
Créances de TVA	5 557	4 484
Débiteurs divers	4 680	3 404
Créances sociales	910	620
Etat - impôt sur les sociétés	9 740	7 529
Autres créances fiscales	125	187
Autres créances diverses	412	132

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 13 - Disponibilités et équivalents de trésorerie

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Valeurs mobilières de placement négoce	32 484	65 745
Valeurs mobilières de placement bricolage	2 268	
Disponibilités négoce	40 185	12 386
Disponibilités bricolage	3 808	2 841
Total	78 745	80 972

13.1. Trésorerie nette à la clôture

	2016	2015
Valeurs mobilières de placement	34 752	65 745
Disponibilités	43 993	15 227
Trésorerie passive	-26 602	-22 882
Total	52 143	58 090

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme

qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

Note 14 - Capitaux propres

14.1. Composition du capital social

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	7 304	3 450 780

14.2. Capitalisation boursière

	Actions émises	Cours de bourse au 31/12/2016	Capitalisation boursière en €
	3 458 084	146,00	504 880 264

Evolution du capital social au cours des quatre dernières années :

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2013	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2014	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2015	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2016	1	0	3 458 084	0	3 458 084

14.3. Intérêts non contrôlants

	2016	2015
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	8 997	10 858
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	2 392	1 356
Total	11 389	12 214

• Rachat d'intérêts minoritaires (1,75%) sur LA BOITE A OUTILS
L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	1 202
Prix d'acquisition des 1,75%	-1 500
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-298

Les autres rachats d'intérêts minoritaires n'ont pas engendré d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2016.

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes :

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2016	2015
ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	bricolage	51,13	52,00
COMPTOIR FROMENT	bricolage	51,13	52,00
BTP DISTRIBUTION	négoce	48,17	45,32
LA BOITE A OUTILS	bricolage	2,26	4,01

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

<i>(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)</i>	EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Chiffre d'affaires	15 020	14 682	16 454	15 761	34 133	32 306	219 847	218 413
Résultat opérationnel courant	1 400	1 473	1 679	1 617	1 134	966	8 251	7 911
Résultat net	938	982	1 136	1 090	763	647	6 030	5 512
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	480	511	581	567	369	293	147	208
Autres éléments du résultat global	-11	1	9	4	-14	-1	-347	-52
Résultat global total	927	983	1 126	1 094	749	646	6 022	5 460
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	474	511	577	569	351	293	139	206
Actifs non courants	1 602	1 378	2 319	1 880	2 798	2 589	70 302	70 149
Actifs courants	3 554	3 988	3 766	3 829	13 073	12 485	66 662	61 173
Dettes non courantes	89	61	50	38	311	757	18 116	16 212
Dettes courantes	2 897	3 011	3 032	2 967	8 827	7 003	30 907	48 581
Actifs nets	2 460	2 294	2 969	2 704	8 731	7 314	67 939	66 529
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 258	1 193	1 533	1 406	4 206	3 315	1 535	2 668
Flux de trésorerie générés par activité	1 030	1 075	1 269	1 136	700	921	15 518	12 459
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-224	-261	-512	-383	413	-1 081	-9 403	-2 938
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-766	-750	-851	-555	-761	-1 189	-2 926	-6 479
Augmentation ou diminution de la trésorerie	40	64	-94	198	-352	-1 349	1 184	3 042
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	394	395	443	269	72	89	66	89

14.4. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 3 mai 2016.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de 10 %.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 150 €.

14.5. Titres d'autocontrôle

	2016	2015
Nombre d'actions	7 304	9 697
Montant en K€	542	725
Valeur d'inventaire :	1 021	1 072

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 3 mai 2016. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.

Sur l'exercice 2016, 8 639 titres ont été acquis, 9 734 ont été cédés dans le cadre du contrat de liquidité et 1 298 titres ont été cédés dans le cadre du contrat de rachat.

14.6. Réserves et résultats nets consolidés - part du Groupe

	2016	2015
Réserves	373 549	348 381
Résultat	34 927	32 072
Total	408 476	380 453

14.7.a Répartition du capital et droits de vote (en %)

	2016		2015	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	56,17	59,50	56,17	59,86
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	21,13	22,76	21,13	23,11
- CM-CIC INVESTISSEMENT	5,28	5,69	5,28	5,78
- DIVERS	3,40	3,61	3,53	3,76
sous total	85,98	92,56	86,11	92,51
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	4,01	2,16	4,28	2,34
- FCP STOCK PICKING FRANCE	1,65	0,89	1,62	0,89
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	1,01	0,55	1,01	0,55
- AUTO-DETENTION	0,21	0,00	0,29	0,00
- DIVERS	7,14	3,84	6,69	3,71
sous total	14,02	7,44	13,89	7,49
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

14.7.b Répartition du capital et droits de vote (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2016		2015	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	1 942 521	3 885 042	1 942 521	3 785 142
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280
- CM-CIC INVESTISSEMENT	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	117 401	232 467	121 983	237 979
sous total	2 973 287	5 944 239	2 977 869	5 849 851
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	138 700	138 700	148 000	148 000
- FCP STOCK PICKING FRANCE	57 071	57 071	56 000	56 000
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	35 000	35 000	35 000	35 000
- AUTO-DETENTION	7 304	0	9 697	0
- DIVERS	246 722	246 722	231 518	234 415
sous total	484 797	477 493	480 215	473 415
Total	3 458 084	6 421 732	3 458 084	6 323 266

Note 15 - Provisions

15.1. Détail des provisions pour risques et charges

	2016			2015		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	981		981	642	69	711
Autres provisions pour risques et charges	1 012	333	1 345	1279	429	1 708
Provisions pour retraites et autres obligations		13 799	13 799		11 908	11 908
Provisions pour restructurations	624		624	1005		1 005
Provisions pour impôts		6	6		15	15
Total	2 617	14 138	16 755	2 926	12 421	15 347

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la

date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Elles sont de nature diverse ; on retrouve notamment : des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

15.2. Evolution des provisions

	Litiges matériels	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Impôts	Total
à l'ouverture de l'exercice	712	1 707	11 908	1 005	15	15 347
Dotations	637	612	1 062	197		2 508
Reprises utilisées	413	974	1 293	378	9	3 067
Reprises non utilisées			146	200		346
Variations de périmètre Entrées	18	52	189			259
Variations de périmètre Sorties						
Ecart actuariels constatés en capitaux propres			2 079			2 079
Virements	27	-52				-25
à la clôture de l'exercice	981	1 345	13 799	624	6	16 755

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	383
Provision pour travaux	224
Provision pour charges de personnel	211
Provision pour risques sociaux	414
Provision pour risques et charges divers	113

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

En ce qui concerne la provision pour garantie donnée aux clients sur certains types de produits, celle-ci couvre les risques de retour sur les produits vendus et le remplacement des produits défectueux.

Une provision est constatée également pour faire face aux réclamations des clients sur des produits livrés et installés.

Ces provisions sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

C'est notamment le cas pour les installations photovoltaïques vendues par la société SWEETAIR FRANCE.

15.3. Engagements de retraite et médailles du travail

A - Provisions pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies, autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France.

Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Le taux de turn-over annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	activité négoce			activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	0,00%	17,00%
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	26 - 30 ans	1,00%	11,00%
31 - 35 ans	15,00%	12,00%	31 - 35 ans	1,00%	11,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	2,00%	9,00%
41 - 45 ans	5,00%	11,00%	41 - 45 ans	2,00%	7,00%
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	46 - 50 ans	10,00%	8,00%
51 - 55 ans	4,00%	5,00%	51 - 55 ans	1,00%	4,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%	4,00%

Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2015.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	-536
Coût de l'actualisation	190
Ecarts actuariels (1)	2 013

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global

Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de + 24 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de - 3,1 % du montant total de l'engagement.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 11 891 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques

Augmentation annuelle des salaires :	Taux
Cadres :	2 % (2 % en 2015)
Non cadres :	2 % (2 % en 2015)

Paramètres sociaux

Départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 46 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux retenu s'élève à 1,07 % au 31 décembre 2016 (contre 1,89 % en 2015).

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2016.

La dotation nette de l'exercice s'élève à : 1 677 milliers d'euros.

B - Médailles du travail

Au 31 décembre 2016, cette provision représente un montant de 1 908 milliers d'euros.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail							
pour l'attribution de la médaille du travail :			20, 30, 35 et 40 ans.				
Paramètres							
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2015							
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise d'après les taux annuels de turnover suivants :							
Cadres		Non cadres		Cadres		Non cadres	
activité négoce				activité bricolage			
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	0,00%	17,00%		
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	26 - 30 ans	1,00%	11,00%		
31 - 35 ans	15,00%	12,00%	31 - 35 ans	1,00%	11,00%		
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	2,00%	9,00%		
41 - 45 ans	5,00%	11,00%	41 - 45 ans	2,00%	7,00%		
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	46 - 50 ans	10,00%	8,00%		
51 - 55 ans	4,00%	5,00%	51 - 55 ans	1,00%	4,00%		
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%	4,00%		

Le taux de charges sociales retenu est de 46 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (taux identique à celui de 2015).

15.4. Provisions cartes de fidélité (programme de fidélisation des clients)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des points qu'ils peuvent par la suite convertir en bons d'achat.

Règle d'obtention des points : 1 point par tranche de dix euros d'achats.

Validité : date d'émission jusqu'au 31 décembre N + 2.

Concernant la règle de conversion des points en bons d'achat la valeur des points évolue en fonction des niveaux suivants :

<u>Niveau 0</u> :	de 0 à 199 points, le point n'a pas de valeur	
<u>Niveau 1</u> :	de 200 à 499 points, la valeur du point est de	0,15 €
<u>Niveau 2</u> :	de 500 à 999 points, la valeur du point est de	0,20 €
<u>Niveau 3</u> :	+ de 1 000 points, la valeur du point est de	0,30 €

La conversion s'effectue en un seul bon d'achat.

les bons d'achat ne sont pas utilisés dans les six mois.

Appréciation de la valeur des points non encore convertis : une remise future potentielle accordée aux clients est calculée sur la base des points acquis sur les cartes.

Le calcul de cette remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points d'un niveau à l'autre et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

Dès que les points sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes et cette écriture est annulée si

L'impact de ce programme de fidélisation majore le chiffre d'affaires de l'activité Bricolage de 61 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Note 16 - Impôts sur les résultats et impôts différés

16.1. Détail de la charge d'impôt

	2016	2015
Charge d'impôt exigible	12 954	13 253
Impôts différés	-1 688	508
Total	11 266	13 761

16.2. Impôts différés au bilan

	2016	2015
Impôts différés actifs	3 404	1 375
Impôts différés passifs	9 384	9 551
Impôts différés nets	-5 980	-8 176

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 1 602 milliers d'euros (4 806 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2016, contre 437 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Le principal impôt différé actif concerne M+ MATERIAUX (cf. note 16.4).

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 4 452 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

16.3. Impôts différés

	2016	2015	Variation
	2016/2015		
IMPOTS DIFFERES ACTIFS			
à l'ouverture de l'exercice	1 375	1 274	101
Produit de l'exercice	1 913	174	1 739
Charge de l'exercice			
Mouvements de périmètre Entrées	96	116	-20
Mouvements de périmètre Sorties			0
Virements	20	-189	209
à la clôture de l'exercice	3 404	1 375	2 029
IMPOTS DIFFERES PASSIFS			
à l'ouverture de l'exercice	9 551	9 081	470
Produit de l'exercice			
Charge de l'exercice	225	682	-457
Impacts réserves	-544	-81	-463
Mouvements de périmètre Entrées	132	58	74
Mouvements de périmètre Sorties			0
Virements	20	-189	209
à la clôture de l'exercice	9 384	9 551	-167
VALEUR NETTE			
à l'ouverture de l'exercice	-8 176	-7 807	-369
à la clôture de l'exercice	-5 980	-8 176	2 196
Variation nette des impôts différés	2 196	-369	

16.4. Preuve d'impôts

	2016	2015
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote part de résultat - sociétés MEQ -)	34 209	30 311
Impôt exigible	12 954	13 253
Impôts différés	-1 689	508
RESULTAT AVANT IMPOT	45 474	44 072
Dépréciation des écarts d'acquisition	2 085	1 685
Impact des différences permanentes	133	170
Swaps	-65	-18
Reports déficitaires non reconnus sur l'exercice	351	1 614
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus (1)	-5 892	-2 044
Impact des dividendes	119	215
ID sur titres mis en équivalence	329	81
Plus value exonérée	-30	-5
Quote part de frais sur plus values exonérées	1	1
Quote part des sociétés transparentes mises en équivalence	1	11
Variations de compléments de prix		-845
Effets des bases sans impôt différé	425	167
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	360	285
Impact des réévaluations (IFRS 3R)		210
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	6 313	-6 213
BASE FISCALE	36 968	39 386
Taux de l'impôt	33,33	33,33
Contribution sociale (3,3%)	261	210
Contribution exceptionnelle (10,7% du montant de l'IS de la société SAMSE)		546
Crédit d'impôt	417	-678
Contribution de 3% sur les distributions de dividendes	341	573
Impôts différés: impact de la loi de finance 2017 (2)	1 252	
Divers	11	-17
IMPOT THEORIQUE	11 265	13 761
CHARGE REELLE D'IMPOT	11 265	13 761
Taux réel de l'impôt	30,47	34,94

(1): Au 31 décembre 2016, le Groupe a enregistré un impôt différé actif de 1,2 millions d'euros (3,7 millions d'euros en base) relatif à des déficits fiscaux reportables sur la société M+ (antérieurement non reconnus), compte tenu des perspectives bénéficiaires de cette filiale.

(2): Incidence de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 28% sur les impôts différés à long terme. Le principal impact concerne les impôts différés relatifs aux amortissements dérogatoires. La totalité des impacts liés à la baisse du taux a été enregistré en résultat, les effets relatifs aux autres éléments du résultat global étant peu significatifs.

16.5. Principaux éléments à l'origine des impôts différés

	2016	2015
Congés payés	79	50
Participation des salariés	120	291
Provisions pour indemnités de fin de carrière	655	84
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	-1 243	-1 210
Organic et taxes sur les grandes surfaces	291	-49
Activation des déficits	1 161	85
Crédit bail	115	173
Ecart évaluation terrains et constructions	11	492
Impact de la loi de finance 2017 (cf. note 16.4)	1 252	
Autres	13	-285
Total	2 196	-369
Variation des impôts différés actif	2 029	101
Variation des impôts différés passif	167	-470
Total	2 196	-369

	2016	2015
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	1 688	-508
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	-35	58
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	544	81
Total	2 196	-369

Note 17 - Passifs financiers courants et non courants

17.1. Détail des dettes financières

	Valeur bilan au 31/12/2016			Valeur bilan au 31/12/2015		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Autres emprunts obligataires		402	402	512	16	528
Locations financement	561	128	689	668	156	824
Emprunts	131 951	57 603	189 554	146 466	58 638	205 104
Engagements de rachat de minoritaires	568		568			
Autres financements	2 142		2 142	2 147		2 147
Instruments financiers dérivés	170	100	270	228	107	335
Total des passifs financiers (hors concours bancaires)	135 392	58 233	193 625	150 021	58 917	208 938
Concours bancaires courants		26 602	26 602		22 882	22 882
Total des passifs financiers (avec concours bancaires)	135 392	84 835	220 227	150 021	81 799	231 820

17.2. Echéances des dettes courantes et non courantes

	au 31/12/2016 ECHEANCES			au 31/12/2015 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Autres emprunts obligataires	402			16	512	
Emprunts et dettes financières	84 433	122 428	12 964	81 783	128 499	21 010
Fournisseurs et comptes rattachés	161 536			155 625		
Autres dettes	76 205			73 302		
Total	322 576	122 428	12 964	310 726	129 011	21 010

17.3. Risques de crédit, de liquidité et de marché (cf chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable.

Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à 27 361 milliers d'euros dont 11 458 milliers d'euros à moins d'un an.

Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la Norme IAS 39).

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels.

Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires.

Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à 145 millions d'euros.

Les découverts ont été utilisés pour 26 602 milliers d'euros soit en % : 18,35.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants » susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre. Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2016:

Endettement global net élargi au crédit-bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

17.5. Autres emprunts obligataires

Emprunt émis par la SA DORAS et souscrit par les fonds communs de placement :

Montants en milliers d'euros	échéances
390	31/03/2017

17.6. Valorisation des SWAPS

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2016 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de 65 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2016, ce ratio financier est respecté et s'élève à 0,34.

La dette financière concernée représente 46 550 milliers d'euros à fin décembre 2016 (contre 60 927 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 8 639 actions et en a cédé 11 032.

Au 31 décembre 2016, le Groupe SAMSE est propriétaire de 7 304 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour 542 milliers d'euros. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2016 est de 1 021 milliers d'euros.

Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 34 751 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

17.4. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

Les autres financements à court terme s'élèvent à 26 602 milliers d'euros et sont représentés par des découverts bancaires.

Le tableau ci-dessous récapitule, par SWAP, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2016.

N°SWAP	Au 31/12/2016	VALORISATION SWAPS 31/12/2016			Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
	Capital restant couvert (en €)	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
D03	1 500 000	30/06/2018	TF 0,37%	EURIBOR 3M	-8 661	-18 026
R1	579 103	05/11/2017	TF 0,80%	EURIBOR 3M	-5 707	-11 532
30	500 000	18/04/2017	TF 1,21%	EURIBOR 3M	-2 990	-17 974
31	500 000	29/05/2017	TF 0,95%	EURIBOR 3M	-2 404	-14 799
32	750 000	20/09/2017	TF 0,66%	EURIBOR 3M	-3 884	-14 668
33	625 000	01/03/2018	TF 0,89%	EURIBOR 3M	-5 676	-14 851
34	1 200 000	10/10/2018	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-17 778	-33 158
35	2 750 000	01/07/2019	TF 0,48%	EURIBOR 3M	-31 683	-43 467
36	1 350 000	28/03/2019	TF 1,09%	EURIBOR 3M	-23 523	-41 529
37	2 500 000	25/04/2019	TF 1,70%	EURIBOR 3M	-32 988	-50 312
38	7 657 143	01/04/2022	TF 0,25%	EURIBOR 3M	-98 236	-45 465
39	3 250 000	10/03/2020	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-29 036	-28 582
40	4 000 000	30/10/2018	TF -0,17%	EURIBOR 3M MOY M-1	-7 206	
	27 361 246		TOTAL		-269 561	-334 363

17.7. Encours des dettes financières

	au 31/12/2016				au 31/12/2015			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	84 835	122 428	12 964	220 227	81 799	129 011	21 010	231 820
Taux fixe	37 942	81 500	3 117	122 559	38 300	75 750	5 664	119 714
Taux variable	46 893	40 928	9 847	97 668	43 499	53 261	15 346	112 106
Position nette avant gestion	46 893	40 928	9 847	97 668	43 499	53 261	15 346	112 106
Hors bilan (swaps de taux)	11 457	15 189	715	27 361	9 075	20 806	2 857	32 738
Position nette après gestion	35 436	25 739	9 132	70 307	34 424	32 455	12 489	79 368

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 748 milliers d'euros.

17.8. Détermination de l'endettement financier net

	2016	2015
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Autres emprunts obligataires	390	512
Emprunts et dettes	189 309	204 754
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	258	367
Dettes relatives au crédit bail	689	824
Dettes rattachées à des participations (1)	2 093	2 017
Dettes diverses	318	464
Engagements de rachat de minoritaires	568	
Total	193 625	208 938
ENDETTEMENT FINANCIER NET		
Emprunts et dettes financières	193 625	208 938
Trésorerie nette	52 143	58 090
Total	141 482	150 848
VALEUR NETTE AU BILAN		
Dettes à long terme	135 392	150 021
Dettes à court terme	84 835	81 799
Total des dettes	220 227	231 820
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	78 745	80 972
ENDETTEMENT FINANCIER NET	141 482	150 848
(1) Détail des dettes rattachées à des participations		
RG BRICOLAGE	1 964	
SCI ENTREPOT FROMENT	76	
SCI CHABER	53	
Total	2 093	

Note 18 - Fournisseurs et comptes rattachés

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
Fournisseurs négoce	138 785	122 910
Fournisseurs bricolage	22 752	32 715
Total	161 537	155 625

Note 19 - Autres dettes d'exploitation

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
Dettes fiscales et sociales négoce	45 250	45 381
Dettes fiscales et sociales bricolage	17 611	16 944
Dettes sur immobilisations négoce	1 100	219
Dettes sur immobilisations bricolage	2 142	139
Autres dettes négoce	6 599	7 976
Autres dettes bricolage	1 124	142
Produits constatés d'avance négoce	156	217
Produits constatés d'avance bricolage	2 223	2 284
Total	76 205	73 302

Note 20 - Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

20.1. Détail du chiffre d'affaires

	Au 31/12/2016			Au 31/12/2015		
	négoce	bricolage	Total	négoce	bricolage	Total
Ventes de marchandises	939 319	244 711	1 184 030	916 589	243 646	1 160 235
Camionnages et prestations de services	24 980	11 663	36 663	25 725	11 995	37 720
Intérêts des créances commerciales	8		8	16		16
Frais fixes de facturation	1 308		1 308	1 241		1 241
Total	965 615	256 394	1 222 009	943 571	255 641	1 199 212

20.2. Autres produits de l'activité

	Au 31/12/2016			Au 31/12/2015		
	négoce	bricolage	Total	négoce	bricolage	Total
Produits divers	47		47	44		44
Total	47	0	47	44	0	44

20.3. Evolution du chiffre d'affaires par activité

	2016	2015	% d'évolution 2016/2015	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
			Négoce	965 615
Bricolage	256 394	255 641	0,29	0,29
Total	1 222 009	1 199 212	1,90	0,83

Le chiffre d'affaires à périmètre "non comparable" est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié.

Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de "comparable" qui consiste à

retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2015 et 2016.

Note 21 - Charges de personnel

21.1.a Frais de personnel par activité

	2016	2015
Négoce	139 224	135 695
Bricolage	51 343	47 983
TOTAL	190 567	183 678

21.1.b Charges prises en compte dans les frais de personnel

	Participation des salariés		Abondement FCP	
	2016	2015	2016	2015
	1 060	890	1 645	1 635
	1 318	1 268	857	643
	2 378	2 158	2 702	2 278

21.1.c Evolution des frais de personnel

	2016	2015	% d'évolution 2016/2015	
			à périmètre non comparable	à périmètre comparable
			Négoce	139 224
Bricolage	51 343	47 983	7,00	7,00
TOTAL	190 567	183 678	3,75	2,60

A la suite de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le Groupe a enregistré un produit de 6 313 milliers d'euros au 31 décembre 2016 (6 213 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Ce dernier a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

21.2. Détail des effectifs moyens par activité intégrée

SOCIETES	2016	2015
NEGOCE	3 326	3 295
SA SAMSE	1 483	1 509
SA DORAS	693	713
M+ (GROUPE)	545	539
SAS BOIS MAURIS ODDOS	97	88
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	78	76
SAS ROGER CLEAU	55	59
SA CHRISTAUD	51	55
SAS SWEETAIR FRANCE	19	25
SAS BTP DISTRIBUTION	54	54
SAS CELESTIN MATERIAUX	53	58
SAS REMAT	28	33
SAS LEADER CARRELAGES	17	17
SAS SOCOBOIS - prise de contrôle sur l'exercice 2016	85	
SAS BLANC MATERIAUX	17	16
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	11	10
SAS CLAUDE MATERIAUX	10	10
SARL GETELECTRIC	6	8
SA DUMONT INVESTISSEMENT	8	8
SAS OUTIMAT B.T.P.	5	6
SAS VAUDREY	6	6
SAS MAT APPRO	5	5
BRICOLAGE	1 498	1 461
SAS LA BOITE A OUTILS	1 287	1 268
SAS COMPTOIR FROMENT	68	64
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	65	58
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	56	46
SAS DEDB REMIREMONT	22	25
	4 824	4 756

21.3. Effectifs moyens par catégorie

	2016	2015
Employés et Ouvriers	3 274	3 180
Techniciens, Agents de maîtrise	888	912
Cadres	662	664
TOTAL	4 824	4 756

Note 22 - Charges externes

	2016	2015	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	5 987	6 061	-1,22	-2,72
Locations et transport de biens	28 111	29 653	-5,20	-6,12
Entretiens et réparations	10 544	11 645	-9,45	-11,09
Primes d'assurance	3 802	3 787	0,40	-1,14
Services extérieurs divers	1 796	1 605	11,90	11,90
Personnel extérieur à l'entreprise	7 696	6 382	20,62	20,21
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 688	4 514	3,85	2,53
Publicité, publications et relations publiques	12 288	11 855	3,65	3,26
Déplacements, missions et réceptions	6 104	5 642	8,19	6,98
Frais postaux et télécommunications	3 034	2 926	3,69	3,04
Services bancaires et assimilés	1 512	1 473	2,65	1,43
Autres services	1 584	1 578	0,38	0,38
	87 148	87 121	0,03	-0,94

Note 23 - Dotations aux provisions et dépréciations

	2016		2015	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		150		313
Net		150		313
Dotations pour dépréciation des stocks	12 406		12 417	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		12 559		12 283
Net		153	134	
Dotations pour dépréciation des créances	7 510		7 970	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		8 245		8 962
Net		735	992	
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 237		2 527	
Reprises de provisions pour risques et charges		3 296		2 797
Net		1 059	270	
Dépréciations des écarts d'acquisition	Net	1 876	1 685	
Divers	Net			
Total		24 029	24 599	24 355
Total Net		221	244	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2016 et 2015 provient :

des dépréciations nettes	
des immobilisations incorporelles et corporelles	163
des stocks de marchandises	-287
des créances	257
des provisions pour risques et charges	-789
des écarts d'acquisition	191
des provisions diverses	
Total Net	-465

Note 24 - Autres produits et charges de l'exploitation courante

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		1 101		766
Autres produits opérationnels		5 128		4 993
VNC des éléments d'actifs cédés	910		893	
Autres charges opérationnelles	8 180		8 943	
Total	9 090	6 229	9 836	5 759
Net	2 861		4 077	

Note 25 - Autres produits et charges opérationnels

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Cessions d'actifs corporels		378		2 398
VNC des éléments d'actifs cédés	399		975	
Autres produits et charges opérationnels		153	975	
Total	399	531	1 950	2 398
Net		132		448

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2016	2015
Résultat opérationnel courant	47 282	45 740
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	378	2 398
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-399	-975
Dépréciations immobilières	-274	
Charge de réévaluation LEADER CARRELAGES		-210
Variations de compléments de prix		845
Charges liées à des restructurations	-1 239	-1 610
Autres produits et charges sur opérations immobilières	1 668	
Résultat opérationnel	47 414	46 188

Note 26 - Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2016	2015
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	360	506
Total	360	506

Note 27 - Coût de l'endettement financier brut

	2016	2015
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit		
	3 106	3 857

Note 28 - Autres produits et charges financiers

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				
Produits des participations		373		573
Produits de cession des immobilisations financières		18		11
VNC des immobilisations financières cédées	9		21	
Autres produits divers		431		484
Autres charges diverses	30		124	
Dotations aux dépréciations financières	21			
Différences positives de change		130		435
Différences négatives de change	85		123	
	145	952	268	1 503
		807		1 235

Note 29 - Formation du résultat financier

	2016	2015	% de variation
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	360	506	-28,85
Coût de l'endettement financier brut	-3 106	-3 857	-19,47
Coût de l'endettement financier net	-2 746	-3 351	-18,05
Autres produits et charges financiers	807	1 235	-34,66
RESULTAT FINANCIER	-1 939	-2 116	-8,36

Note 30 - Charges d'impôt

	2016	2015
Charges d'impôt social	12 954	13 253
Impôts différés	-1 688	508
	11 266	13 761

Note 31 - Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

	2016	2015
PLATTARD (Groupe)	1 565	1 097
SAS MATERIAUX SIMC	805	1 180
SAS RG BRICOLAGE	495	451
SAS ZANON TRANSPORTS	197	178
SCI ENTREPOT FROMENT	156	158
SAS DEGUERRY SAMSE	107	106
SCI CHABER	60	57
SAS BOURG MATERIAUX	44	132
SCI LE CARREAU	13	13
SCI ESPACE PLUS	9	9
SAS TARARE MATERIAUX	-2	0
SAS DIDIER	-48	-15
SA DIJON BETON	-291	-175
SAS LEADER CARRELAGES		-6
SAS AMEO CONSTRUCTION		-15
SA BLAMAT		-53
	3 110	3 117

Note 32 - Résultat par action

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	9 697	3 448 387
Ventes d'actions propres en cours d'exercice		-2 393	2 393
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	7 304	3 450 780
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 449 021
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - (en €)			34 927 151
Résultat par action			10,13
	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 449 021	0	3 449 021
Résultat dilué par action			10,13

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	-2 393	1 759	-634

Note 33 - Engagements Hors Bilan

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2016	2015
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0
B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2016	2015
Obligations en matière de location-financement immobilier		
crédit-bail	546	590
Total	546	590
Obligations en matière de location-financement mobilier		
Divers financements de véhicules et matériels	143	234
Contrats de location simple		
Véhicules	7 877	7 974
Garanties financières		
Nantissement des titres SC INV détenus par SAMSE en garantie du financement du rachat des 45%	0	32 892
Cautions bancaires sur prêts et découverts	7 890	3 000
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2016	2015
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	2 518	518
Ensembles immobiliers	4 555	2 000
Total	7 073	2 518
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	172	55
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	0	73
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	1 630	190
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	1 630	190

Note 34 - Informations sur les transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- la société mère du Groupe (DUMONT INVESTISSEMENT),
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Comité de Direction.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	27 134	0	33
Charges	11 122	0	2 502
Créances rattachées à des participations	1 316	0	290
Dettes rattachées à des participations	2 093	0	0
Comptes courants intra-groupe :			
	Actifs	2 148	0
	Passifs	1	1 069

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du " key personnel " commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par DUMONT INVESTISSEMENT, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet - 38100 Grenoble
N° Siren : 345 287 734
Date de clôture : 31/12/2016

	2016
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	1 765 224
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	-391 584
Retraitement IFRIC 13	61
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	-151 692
	Totai 1 222 009

Rémunération des principaux dirigeants :

Cette information figure dans le rapport de gestion - chapitre 3.6 du Document de Référence.

Note 35 - Instruments financiers

A - Instruments financiers inscrits au bilan (en milliers d'euros)

	Au 31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	12 984	12 984	12 984			
Autres actifs financiers non courants	3 725	3 725		3 725		
Clients et comptes rattachés	157 394	157 394		157 394		
Autres actifs financiers courants	60 899	60 899		60 899		
Equivalents de trésorerie	34 751	34 751		34 751		
Trésorerie	43 993	43 993		43 993		
Actifs	313 746	313 746	12 984	300 762		
Passifs financiers non courants	135 392	135 392			135 222	170
Fournisseurs et comptes rattachés	161 536	161 536			161 536	
Autres dettes courantes	76 205	76 205			76 205	
Passifs financiers courants	84 835	84 835			84 735	100
Passifs	457 968	457 968			457 698	270

	Au 31/12/2015		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	8 174	8 174	8 174			
Autres actifs financiers non courants	3 963	3 963		3 963		
Clients et comptes rattachés	146 273	146 273		146 273		
Autres actifs financiers courants	66 171	66 171		66 171		
Equivalents de trésorerie	65 745	65 745		65 745		
Trésorerie	15 227	15 227		15 227		
Actifs	405 553	405 553	8 174	297 379		
Passifs financiers non courants	150 021	150 021			149 793	228
Fournisseurs et comptes rattachés	155 625	155 625			155 625	
Autres dettes courantes	73 302	73 302			73 302	
Passifs financiers courants	81 799	81 799			81 692	107
Passifs	460 747	460 747			460 412	335

Informations complémentaires

- IFRS 7.37a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.

- IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.
- IFRS 7.39a - échéancier des passifs : cf note 17.2.

B - Impact des instruments financiers
(en milliers d'euros)

Au 31/12/2016			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		2 218	
Instruments dérivés	65		
Equivalents de trésorerie			
Total	65	2 218	

Au 31/12/2015			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		125	
Instruments dérivés	18		
Equivalents de trésorerie			
Total	18	125	

Note 36 - Informations sectorielles consolidées (par nature d'activité)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées

systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2016, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2016			2015		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 103 533	270 168	1 373 701	1 070 695	265 995	1 336 690
inter-secteurs	-137 918	-13 774	-151 692	-127 124	-10 354	-137 478
CHIFFRE D'AFFAIRES	965 615	256 394	1 222 009	943 571	255 641	1 199 212
Résultat Opérationnel Courant	33 798	13 484	47 282	32 820	12 920	45 740
Résultat Opérationnel	33 930	13 484	47 414	33 902	12 286	46 188
Résultat financier	-1 530	-409	-1 939	-1 600	-516	-2 116
Quote part des résultats des entreprises associées	2 385	725	3 110	2 438	679	3 117
Impôt			11 266			-13 761
Résultat net			37 319			33 428

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2016			2015		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	21 306	6 674	27 980	21 573	6 664	28 237
Dépréciations des écarts d'acquisition	1 876		1 876	1 685		1 685
Dépréciations des immobilisations incorporelles						
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-57	-93	-150	-216	-98	-314
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles						
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	-704	-31	-735	-942	-49	-991
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	31	-185	-154	-323	457	134
Dotations et reprises de provisions diverses	-860	-399	-1 059	-543	273	-270

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2016			2015		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	699 388	163 569	862 955	680 696	157 656	838 352
Entreprises associées	38 363	2 655	41 018	37 483	2 477	39 960
Total des actifs	737 749	166 224	903 973	718 179	160 133	878 312
Total des dettes	381 656	102 452	484 108	385 679	99 966	485 645
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	29 499	10 987	40 486	23 109	9 226	32 335

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et d'équipements intérieur.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques, qui sont chacune dédiée à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux Normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.